

Relation de la Commission, composée de notables, compétents, nombrada par el Gobierno inglés para examinar les loyes de la neutralidad

Nous commissaires de Votre Majesté, nommés pour rechercher et examiner le caractère, le fonctionnement et l'effet des lois de ce royaume, pour servir à faire observer la neutralité durant l'existence des hostilités entre d'autres États avec lesquels Votre Majesté est en paix, et pour rechercher et déceler si des changements et quels changements doivent être faits dans ces lois à l'effet de leur donner une plus grande efficacité et de les mettre en pleine conformité avec les obligations internationales de Votre Majesté, avons aujour d'hui à déclarer à Votre Majesté que nous avons eu l'honneur et qu'après recherche et examen la question à nous soumise, nous nous sommes accordés à faire le rapport suivant:

"Le statut pour servir actuellement à faire observer la neutralité durant l'existence des hostilités entre les États avec lesquels Votre Majesté est en paix, est le statut 53, George III, chapitre 63, communément appelé: "Acte d'émbarquement étranger." Le titre de cet acte est celui-ci: "Acte pour prévenir l'enrôlement ou l'engagement des sujets de Sa Majesté au service de l'étranger, ainsi que l'armement ou l'équipement des vaisseaux dans les demeures de Sa Majesté, pour des motifs de guerre sans l'autorisation de Sa Majesté." Et en voici les considérants: "Attendu que l'enrôlement ou l'engagement des sujets de Sa Majesté pour servir en guerre dans le service étranger sans l'autorisation de Sa Majesté, et que l'armement et l'équipement de navires par des sujets de S. M. pour opérations guerrières dans ou contre les domaines ou territoires de tout prince étranger, État, potentat ou personnes exerçant ou prétendant exercer les pouvoirs gouvernementaux dans ou sur tout pays étranger, colonie étrangère, province étrangère ou partie de province étrangère quelconque, ou contre les navires, biens ou marchandises de tout prince, États, potentat ou personnes étrangères comme ci-dessus, ou autres sujets étrangers

pourrait être préjudiciable, au la paix et au territoire du Royaume,  
et tendre à des malheurs sur lesquels on attend que les lois, qui jusqu'à  
ne sont pas suffisamment efficaces pour prévenir ces événements  
et armements.

Il est donc de l'intérêt pour avoir directement servir dans  
notre pays à faire observer la neutralité, notre devoir a été de  
rechercher et de déclarer. Il est susceptible d'amendements, et  
quels sont ces amendements, et nous sommes d'avis qu'on pourrait  
le rendre plus efficace en établissant des dispositions fondées  
sur les résolutions suivantes:

Il est à propos d'amender l'acte d'envolement étranger en  
ajoutant à ces dispositions une prohibition contre les préparatifs  
ou l'équipement, dans une partie quelconque des domaines de  
Sa Majesté, de toute expédition navale ou militaire devant se  
rendre d'encontre le territoire ou les domaines d'un état  
étranger quelconque avec lequel Sa Majesté ne serait pas  
alors en guerre.

Il est à propos de la sect. 4 de l'acte d'envolement étranger  
devra être amendé dans le sens que voici:

a. Si une personne quelconque, dans les limites des domaines  
de Sa Majesté, équipe, arme, expédie ou fait expédier son  
vaisseau, avec intention ou connaissance que ce vaisseau doit  
être employé au service militaire ou navale d'une puissance  
étrangère quelconque dans toute guerre alors soutenue par cette  
puissance contre les sujets ou la propriété de toute puissance  
belligérante étrangère avec laquelle S. M. ne serait pas  
alors en guerre.

b. Si dans les domaines de Sa Majesté, une personne con-  
struit ou équipe un vaisseau dans l'intention que ledit vaisseau,  
après avoir été équipé et armé, soit dans les domaines de S. M.,  
soit en dehors de ces domaines, soit employé comme ci-dessus;

c. Si une personne commence ou essaie de faire ou aide  
à faire aucun des actes susdits, toute personne qui se sera mise  
en fraude contrevenant sera jugé un public de l'acte.

III. Afin de mettre le gouvernement exécutif à même de

reprimer et de prévenir d'une manière plus efficace les anticon-  
ditions tentées contre la section 4 de l'acte d'origine et en gér, on  
devra insérer dans le Statut des dispositions additionnelles dans  
le sens que voici:

(a) Si un Secrétaire d'Etat a constaté qu'il y a un motif raison-  
nable et plausible de croire qu'un vaisseau qui est dans les limites  
des domaines de Sa Majesté a été construit, équipé, armé, ou  
est en voie de construction, équipé, armé ou est même con-  
struit, équipé et armé à l'étranger et qu'il se trouve dans les limites, ou bien  
que ce vaisseau va être expédié contrairement à l'acte, le  
dit Secrétaire d'Etat aura le pouvoir de publier un warrant  
signifiant l'existence de ce motif raisonnable et plausible  
de croire ce qui est dit ci-dessus, et en vertu du dit warrant,  
les commissaires des douanes ou toute autre personne nom-  
mée dans le warrant aura le pouvoir d'arrêter et de visiter  
le dit vaisseau, et de le retenir jusqu'à ce qu'il soit ou ar-  
rêté ou relâché en vertu de poursuites judiciaires, ou de  
la manière mentionnée ci-après.

» b. Le pouvoir donné ci-dessus à un Secrétaire d'Etat pourra,  
dans les parties des domaines de Sa Majesté au-delà des mers,  
être exercé par le gouverneur ou autre personne ayant l'auto-  
rité en chef.

» c. Pouvoir sera donné au propriétaire du vaisseau ou à  
son agent de s'adresser pour la relaxation à la cour d'ami-  
rauté du lieu où le vaisseau sera retenu ou, s'il n'y a point de  
cour semblable en cette localité, à la cour d'Amirauté la  
plus prochaine;

» d. La cour mettra la question de cette détention en voie  
de jugement entre le demandeur et la couronne, avec appel  
ordinaire de l'Amirauté devant le conseil privé.

» e. Si le propriétaire peut établir d'une manière satis-  
faisante devant la cour, que le navire n'a point été con-  
struit, équipé, gréé, armé ou destiné à être expédié dans des  
conditions contraires, au présent acte, alors ce navire sera  
relâché et rendu.



« f. Si le propriétaire ne peut établir d'une manière satisfaisante devant le cours que le navire n'a point été construit, équipé, armé, ou destiné à être équipé, dans des conditions contraires au présent acte, alors le navire sera retenu jusqu'à ce qu'il soit relâché sur l'ordre du secrétaire d'état, néanmoins la cour peut, si elle le juge à propos, ordonner la mise en liberté, pourvu que le propriétaire donne les garanties que la cour jugera satisfaisantes pour établir que le bâtiment ne sera point employé dans des conditions contraires à l'acte de neutralité, et pourvu qu'il n'y ait en ce moment aucune procédure pendante pour la condamnation.

« g. Si la cour juge qu'il n'y ait pas de cause suffisante et probable pour motiver la détention, or s'il n'y a aucune cause de cette nature dans le cours des procédures, la cour aura la faculté de déclarer que le propriétaire a droit à des dommages-intérêts qui seront payables, en ce cas, sur les fonds à ce ligament applicables, par les commissaires du trésor.

« h. Tout warrant du secrétaire d'état sera déposé devant le Parlement.

« i. Les dispositions ici stipulées n'affectent en rien le pouvoir que possède la couronne de procéder, si elle le juge à propos, à la condamnation du navire.

« k. Seront exceptées de cette dernière mesure; 1<sup>o</sup> tout navire ayant une commission étrangère régulière; 2<sup>o</sup> tout navire qui, sans avoir de commission étrangère, régulière, partira de ce pays après y être venu soit en détresse, soit dans le cours d'une traversée tranquille et sur lequel ne s'est produit dans nos ports aucun équipement ni affètement ayant eu de l'être de contrebande de guerre.

« l. Il est convenable de faire que l'acte de louer, d'engager ou de procurer quelques personnes que ce soit dans l'étendue des états de S. M., pour aller à bord d'un navire ou pour s'embarquer de quelque point que ce soit des états de S. M., et cela sur de fausses allégations par rapport au service dans

lesquels doivent être employés les dites personnes, avec l'intention formelle de les faire des agents, qui doivent s'engager, en conséquence dans les conditions ci-dessus énoncées, de faire en sorte que les personnes ainsi louées, engagées ou fournies, soient employées dans un service de terre ou de mer, prohibé par la loi ou de l'acte sur les enrôlements, à l'étranger; il est convenable que cet acte soit considéré comme un délit, punissable de la même manière que les autres délits énumérés dans la même loi.

» V. Les formes des procédures dans les enquêtes et les procès au criminel, entassés en vertu de l'acte sur les enrôlements, à l'étranger, ont besoin d'être simplifiés.

» VI. Si pendant la durée d'une guerre, dans laquelle P.M. gardera la neutralité, il se trouve qu'une prise d'agent paraît d'être à être considérée comme un navire de guerre, régulièrement commissionné, soit traduit devant la juridiction de la couronne par une personne quelconque agissant au nom ou en vertu d'une délégation de pouvoirs d'un gouvernement belligérant, et que la dite prise ait été capturée par un bâtiment équipé dans le cours de la même guerre pour le service de la couronne, soit comme vaisseau de guerre national ou comme vaisseau de guerre privé, ou destination des lois destinées à protéger la neutralité du Royaume-Uni, ou bien si une prise de cette nature est tenue devant la cour de justice par quelque sujet de l'un des deux États belligérants, après qu'il aura été déclaré par les lois de l'un des deux États belligérants, que la prise sera restituée au propriétaire primitif de la prise, ou de son agent, ou de toute personne à ce autorisée par le gouvernement de l'état dont ce propriétaire est sujet.

» VII. En temps de guerre, aucun vaisseau employé dans le service militaire ou naval de l'un des belligérants ou qui aura été construit, équipé, mis en état de service, armé ou expédié contrairement aux dispositions du présent acte, ne sera admis dans aucun port des États de P.M.



Les lois, parvenues les recommandations précédentes, nous ne nous  
 sommes pas crus obligés de consulter le nouveau Keweenaw ou non  
 de l'ordre de ce qui est actuellement réglé par le décret de  
 la nation; mais nous sommes d'avis qu'il est nécessaire de  
 recommander à la nation de l'ordre, les dispositions du droit mu-  
 nicipal anglais, ayant trait à la protection de la neutralité  
 pour éviter de donner d'une façon nouvelle et favorable  
 même, tant qu'il peut nous sembler à une concession  
 par suite avec les obligations internationales de la Nation.  
 Nous avons pensé qu'il était préférable de présenter nos recom-  
 mandations sous la forme de résolutions générales dans les-  
 quelles nous pourrions les présenter sur lesquels devait se baser  
 la législation plutôt que d'essayer de décrire en détail les  
 formes propres de la loi. Nous avons renvoyé dans un appen-  
 dice annexé à ce rapport une liste de nos relations aux  
 dispositions législatives des pays étrangers à ce sujet. Ce  
 nous a été communiqué par le secrétaire d'état  
 des affaires étrangères. Nous y avons joint un court mé-  
 morandum historique élaboré par Mr. Abbott pour notre  
 information sur la nouvelle ainsi que quelques autres pièces des-  
 tinées à éclairer la question. Nous recommandons le tout à  
 la grande considération de Votre Majesté.

(Signé) : Brewinther - Houghton - Cairns  
 W. B. Brainwell - R. T. Phillimore -  
 Roundell Palmer - G. Erskine - W. Vernon Har-  
 court - E. Parry - W. H. Gregory - G. Foster